



CHAPITRE 120

CHAPTER 120

Loi modifiant la charte de la ville de Côte Saint-Luc

An Act to amend the charter of the town of Côte Saint-Luc

[Sanctionnée le 19 décembre 1956]

[Assented to, the 19th of December, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la ville de Côte Saint-Luc a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de la ville et nécessaire à la bonne administration de ses affaires, que sa charte, la loi 15-16 George VI, chapitre 98, et les lois la modifiant soient de nouveau modifiées; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la ville.

1. Le paragraphe 1^ob de l'article 426 de la Loi des cités et villes édicté, pour la ville, par l'article 22 de la loi 15-16 George VI, chapitre 98, et remplacé par l'article 5 de la loi 4-5 Elizabeth II, chapitre 109, est de nouveau remplacé par le suivant:

Permis
de bâtir.

"1^ob Prescrire la manière de demander un permis de bâtir et fixer un échelle des droits à payer à la ville pour l'octroi de ce permis, pourvu que chaque permis dans aucun cas n'excède trois cents dollars;"

S.R.,
c. 233,
aa. 485a-
485b, aj.
pour la
ville.

Rôle sur
fiches, etc.

2. La Loi des cités et villes est modifiée, pour la ville, en ajoutant après l'article 485, les articles suivants:

"**485a.** Le conseil de la ville pourra ordonner, par résolution, que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou feuilles

Preamble.

WHEREAS the town of Côte Saint-Luc has, by its petition, represented that it is in the interest of the town and necessary for the proper administration of its affairs, that its charter, the act 15-16 George VI, chapter 98, and the acts amending it, be again amended; and

Whereas it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Paragraph 1^b of section 426 of the Cities and Towns Act enacted, for the town, by section 22 of the act 15-16 George VI, chapter 98, and replaced by section 5 of the act 4-5 Elizabeth II, chapter 109, is again replaced by the following:

"1^b. To prescribe the manner in which a permit to build shall be requested and to fix a scale of duties to be paid to the town, for the granting of such permit, provided that each permit, in no case, exceeds three hundred dollars;"

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
town.

Building
permit.

2. The Cities and Towns Act is amended, for the town, by adding after section 485, the following sections:

"**485a.** The town council may, by resolution, order that the valuation roll be composed of index-cards or loose

R.S.,
c. 233,
ss. 485a-
485b,
added
for town.
Roll on
index-
cards, etc.

mobiles à la condition que sur chacune de ces fiches ou feuilles mobiles l'année de sa confection soit indiquée sous les initiales du secrétaire-trésorier ou du greffier. Lors de la confection d'un nouveau rôle, les fiches ou feuilles mobiles sur lesquelles aucun changement ne sera fait, pourront faire partie du nouveau rôle à la condition que mention en soit faite sur chacune d'elles sous les initiales du secrétaire-trésorier.

leaves provided that on each such index-card or loose leaf, the year of its making be indicated under the initials of the secretary-treasurer or of the clerk. When a new roll is made, the index-cards or loose leaves on which no change has been made, may form part of the new roll provided mention thereof is made on each of them under the initials of the secretary-treasurer.

Experts
aux esti-
mateurs.

"485b. Le conseil a toujours eu le droit et peut, par résolution, adjoindre des experts aux estimateurs en vue de conseiller et d'aider ces derniers à établir, par les meilleures méthodes possibles, la valeur réelle des biens imposables de la ville ou de certaines catégories d'iceux."

"485b. The council has always had the right to and may, by resolution, provide the assessors with experts with a view of counselling and helping the former to establish, by the best possible methods, the real value of the taxable property of the town or of certain categories of such property."

Experts to
assessors.

S.R.,
c. 233,
a. 517,
am. pour
la ville.

3. Le premier alinéa de l'article 517 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

3. The first paragraph of section 517 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 517,
am. for
town.

Intérêt
sur les
taxes.

"517. Si le conseil municipal le juge à propos les taxes porteront intérêt à un taux n'excédant pas six pour cent l'an, à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet."

"517. If the municipal council shall judge it expedient the taxes shall bear interest at a rate not exceeding six per cent per annum, from maturity, without it being for such purpose necessary that a special demand for payment be made."

Interest
on taxes

S.R.,
c. 233,
a. 526,
remp.
pour la
ville.
Commer-
ces, etc.

4. L'article 526 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la ville, par le suivant:

4. Section 526 of the Cities and Towns Act is replaced, for the town, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526,
replaced
for town.

"526. Le conseil peut déterminer, imposer et prélever certains droits ou taxes annuels sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers ou moyens de profit ou d'existence exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations dans la ville. Ces droits ou taxes peuvent, à la discrétion du conseil, être imposés à une somme fixe sur tous les genres ou sur certains genres d'occupations sujets à tels droits ou taxes, ou à une somme proportionnée à la valeur annuelle cotisée de l'immeuble ou de toute partie d'icelui, occupée pour leur exercice ou exploitation, ou imposée sous les deux formes à la fois et peuvent être différents ou plus élevés

"526. The council may establish, impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments occupations, arts, professions, callings or means of earnings a profit or livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the town. Such dues or taxes may, in the discretion of the council, be imposed at a fixed rate upon all kinds or upon certain kinds of occupations subject to such dues or taxes or at a sum proportionate to the annual assessed value of the immoveable property or of any part thereof, occupied for the exercise or working of such occupation or may be imposed under both forms at the same time, and may be different or higher for

Trades,
etc.

pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la ville que pour celles qui y résident, pourvu, toutefois, que dans aucun cas, la somme fixée n'excède deux cents dollars et que la somme proportionnée à la valeur annuelle de l'immeuble occupé pour leur exercice ou exploitation n'excède dix pour cent de cette valeur."

persons who have not resided in the municipality for twelve months than for persons resident therein, provided, however, that in no such case shall the sum fixed exceed two hundred dollars and the sum proportionate to the annual value of the immoveable occupied for such occupation or working shall not exceed ten per cent of such value."

Effet de certaine adjudication.

5. Nonobstant toute loi générale ou spéciale inconciliable, il est par les présentes décrété que l'adjudication faite par le secrétaire-trésorier de la corporation du comté d'Hochelaga, le 13 mars 1941, des lots numéros cinq cent dix-huit et cinq cent dix-neuf du lot de subdivision originaire numéro cent neuf (109-518, 519) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, aura l'effet de conférer un titre de propriété total et complet des immeubles acquis en vertu du jugement, nonobstant la désignation erronée de la personne qui était considérée comme propriétaire de cesdits lots avant l'adjudication, l'adjudication ayant été faite à l'encontre de Charles A. Dyke au lieu de l'être à l'encontre du propriétaire enregistrée qui était dame Violet Charlotte Dyke, l'épouse divorcée de Claas Duiven. De plus, rien dans la présente loi ne vient affecter les droits, privilèges ou réclamations des autorités paroissiales, scolaires, provinciales ou fédérales, en ce qui a trait aux taxes dues ou autres cotisations qui peuvent affecter les immeubles.

5. Notwithstanding any general or special law to the contrary, it is hereby decreed that the adjudication made by the secretary-treasurer of the corporation of the county of Hochelaga, on March 13th, 1941, of lots numbers five hundred eighteen and five hundred nineteen of the original subdivision lot number one hundred nine (109-518, 519) of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, shall have the effect of a title conferring full and complete property of the immoveables acquired by the judgment, notwithstanding the faulty designation of the person who was considered as proprietor of the said lots before adjudication, the adjudication having been made against Charles A. Dyke instead of the registered owner, who was Dame Violet Charlotte Dyke, the divorced wife of Claas Duiven. Moreover, nothing in this act may affect any rights, privileges or claims from parochial, school, provincial or federal authorities, with respect to taxes due or other assessment which may affect the immoveables.

Effect of certain adjudication.

Vente et adjudication valides.

6. Nonobstant les irrégularités de l'avis de vente pour taxes, la vente faite pour taxes et l'adjudication, en date du 8 mars 1945, à la ville de Côte Saint-Luc des lots numéros cinq cent douze et cinq cent treize du lot de subdivision originaire numéro cent neuf (109, 512, 513) aux plan et livre de renvoi officiels pour la municipalité de la paroisse de Montréal, enregistrée sous le nom de Émile Sweig et lui appartenant, et l'acte de vente en date du 29 octobre 1947, par J.-Oscar Larose, en sa qualité de secrétaire-trésorier de la corporation du comté d'Hochelaga, à la corporation du village de Côte Saint-Luc, enregistré sous le numéro 716,095 au bureau de la division d'enre-

6. Notwithstanding the irregularities in the notice of sale for taxes, the sale made for taxes and the adjudication on March 8th, 1945, to the town of Côte Saint-Luc of lots numbers five hundred twelve and five hundred thirteen of the original subdivision lot number one hundred nine (109, 512, 513) of the official plan and book of reference for the municipality of the parish of Montreal, registered in the name of as well as belonging to Émile Sweig, and the deed of sale, dated October 29th, 1947, by J.-Oscar Larose, in his quality of secretary-treasurer for the corporation of the county of Hochelaga, to the corporation of the village of Côte Saint-Luc, registered under

Sale and adjudication valid.

gistrement de Montréal, sont par les présentes déclarés légaux et valides, à toutes fins que de droit. De plus, rien dans la présente loi ne vient affecter les droits, privilèges ou réclamations des autorités paroissiales, scolaires, provinciales ou fédérales, en ce qui a trait aux taxes dues ou autres cotisations qui peuvent affecter les immeubles.

number 716,095 of the registry office of the registration division of Montreal, are hereby declared legal and valid to all intents and purposes. Moreover, nothing in this act may affect any rights, privileges or claims from parochial, school, provincial or federal authorities, with respect to taxes due or other assessment which may affect the immoveables.

Entrée en
vigueur.

7. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

7. This act shall come into force on the day of its sanction. ^{Coming into force.}